



GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE  
DE DÉVELOPPEMENT

# Sommet économique des femmes africaines

## Allocution d'ouverture

Dr. Donald Kaberuka

Président

Événement : Sommet économique des femmes africaines

Nairobi, Kenya

19 mars 2010

Il y a vingt-cinq ans, en 1985, des femmes et des hommes sont venus des quatre coins du monde pour participer ici, à Nairobi, à la Troisième conférence des Nations Unies sur les femmes. Que de chemin parcouru depuis cet événement exceptionnel qui avait suscité beaucoup d'espoir et d'enthousiasme et qui a été suivi par tant d'autres manifestations ! Il faut dire, au moment où nous réunissons ici aujourd'hui, qu'aucune autre ville que Nairobi n'est mieux indiquée pour accueillir cet important événement. C'est pourquoi, Excellence, Monsieur le Premier ministre Raila Odinga, votre présence est un grand honneur car, en dépit de votre calendrier très chargé, vous avez trouvé le temps de vous joindre à nous. Monsieur le Gouverneur Ndung'u, nous vous remercions de votre présence.

C'est avec une grande fierté que nous nous retrouvons ici, dans un pays qui a lancé l'une des plus impressionnantes innovations dans le secteur financier dans laquelle les femmes jouent un rôle primordial, fortement appuyées en cela par la Banque centrale.

En votre nom, je me dois de m'adresser tout particulièrement à notre sœur, Graça Machel, fondatrice du réseau « Nouveaux visages, nouvelles voix ». Merci pour la manière exceptionnelle dont vous dirigez tant d'initiatives, tout spécialement en faveur de l'égalité des femmes. Merci d'associer notre Banque à cet important événement et, comme toujours, pour ce que vous accomplissez à l'avant-garde du programme de développement du continent, notamment la problématique hommes-femmes, le leadership des femmes dans les affaires et dans le secteur des services financiers. Vous avez eu l'idée d'organiser cette rencontre, vous avez dirigé cette initiative. Vous nous poussez tous énergiquement, nous les acteurs du secteur financier, à être les locomotives du changement.

Mes remerciements vont également au parterre d'éminentes personnalités présentes en ce lieu.

Aujourd'hui, il y a une floraison de conférences, séminaires et ateliers sur l'Afrique et les nombreux enjeux du développement en Afrique et hors du continent, et un grand nombre de personnes parmi vous, comme Graça et moi, consacrent beaucoup de temps aux conférences portant sur ces thèmes.

Toutefois, je tiens à dire que cette conférence n'en est pas une de trop. Elle touche une question d'une importance capitale pour nos pays, une question qui, nous en convenons tous, pourrait connaître des avancées mais dont la résolution progresse avec une lenteur extrême. C'est pourquoi, elle a suscité mon intérêt et mes collègues à la Banque ont été très enthousiastes à l'idée de coparrainer cet événement et de le soutenir jusqu'à ce qu'il produise des résultats concrets.

En ma qualité de co-organisateur, je tiens à remercier tous les participants, aussi bien les responsables politiques et les représentants des gouvernements, les chefs d'institutions financières, les partenaires au développement, les organisations de la société civile, les décideurs, les grandes entrepreneures, qui se sont joints à nous pour se pencher sur les questions brûlantes liées à l'accélération de l'autonomisation des femmes en Afrique.

C'est justement à travers ce type d'alliance, en conjuguant nos efforts, qu'ils seront couronnés de succès : institutions financières ; banques centrales et autres organes de réglementation ; institutions africaines de développement comme la nôtre ; et bien entendu, les femmes d'affaires – des personnes comme vous, qui prennent des risques.

Inutile de répéter les clichés que nous connaissons tous sur la condition féminine en Afrique et, à vrai dire, dans le monde entier : il est primordial pour la prospérité de nos pays individuels et de notre continent, que la femme ne soit pas juste mère, épouse, sœur, fille et voisine mais, surtout, qu'elle joue son rôle dans tous les compartiments de la vie sociale, à savoir, l'économie, la politique, les affaires, la sécurité et la science.

Mais en toute honnêteté, nous devons reconnaître que l'accès des femmes aux services financiers, si vitaux pour la croissance de toute économie, est encore un défi. Ensemble, nous devons nous engager, chacun pour sa part, et briser les barrières qui retiennent un tel potentiel susceptible d'impacter le monde de la finance de façon positive.

Pendant les deux prochains jours, nous allons mener une réflexion sur les voies et moyens de rendre les prestations de services financiers plus adaptées aux besoins des femmes chefs d'entreprise, et sur ce que cela signifie pour nos sociétés respectives. Il est désormais largement prouvé que les femmes qui ont accès à des opportunités constituent une force positive. Chaque fois qu'elles ont eu accès aux marchés financiers, elles ont fait preuve de solvabilité, enregistré des taux élevés de remboursement et des résultats crédibles comparables à ceux des opérateurs économiques les plus performants. Je ne me souviens plus où j'ai entendu dire que si Lehman Brothers avait été plutôt « Lehman Sisters », peut-être que cette banque aurait obtenu de meilleurs résultats.

Bien entendu, nous devons approfondir et étendre nos activités en direction du segment toujours croissant mais sous-représenté des femmes chefs d'entreprise qui n'ont pas encore accès aux financements, en particulier en milieu rural, où les femmes sont confrontées à de grandes difficultés dans l'exercice de leurs activités dans le secteur informel. Au Kenya, elles parlent de travailler « en plein soleil ».

S'il est vrai que nous devons progresser de façon méthodique, il convient tout de même d'élever le niveau des femmes. En effet, quand nous évoquons l'autonomisation économique des femmes ou les femmes dans les milieux d'affaires, trop souvent nous pensons instinctivement « PME et microfinance ». Ce volet reste très important, certes, et il demeurera au cœur de toute stratégie pertinente.

Cependant, il nous faut aller au-delà et déterminer comment, par notre action collective, le monde de la finance peut mieux servir la meilleure moitié de notre continent, comment plus de femmes peuvent gravir les échelons dans les entreprises.

Tel est l'objectif visé par l'initiative « Femmes africaines chefs d'entreprise », lancée par la BAD. Nous avons tiré des enseignements des meilleures pratiques qui ont cours en Afrique et à travers le monde concernant le perfectionnement des compétences financières des femmes chefs d'entreprise et la conception de produits financiers adaptés ainsi que des prestations de services destinés à stimuler la croissance des entreprises appartenant à des femmes.

Nos propres travaux au sein de la Banque nous ont aussi beaucoup édifiés. Dans des pays comme le Kenya, le Cameroun, la Zambie, la Tanzanie et le Nigeria, nous avons vu comment des banques ont bien administré des programmes de garantie partielle du crédit, en dégagant des profits. Ces programmes, qui visaient spécifiquement les petites et moyennes entreprises appartenant à des femmes, accordaient des prêts après analyse du flux de trésorerie de l'entreprise au lieu d'exiger des garanties.

Nous avons associé à ces instruments de prêt une formation en développement des compétences managériales et un appui aux associations de femmes d'affaires.

À l'avenir, nous entendons nous appuyer sur cette expérience, cette plateforme, pour veiller à ce que les institutions que nous finançons contribuent à la réalisation de tels objectifs.

La dernière crise financière et économique a mis à l'épreuve la capacité de résistance des économies africaines et nous a amené à repenser nos pratiques en matière de développement.

Ce continent, qui est souvent dépeint comme étant à la traîne du reste de l'économie mondiale, a démontré après tout, que les risques liés aux affaires en

Afrique, s'ils sont bien compris, évalués et atténués, ne sont pas différents de ceux auxquels les opérateurs économiques sont exposés ailleurs.

L'Afrique en est sortie en bien meilleur état que prévu. De plus, cette crise a évidemment donné le coup de fouet qu'il nous fallait pour sortir des sentiers battus et envisager d'autres façons d'entreprendre des affaires.

Nous avons pris la pleine mesure des risques que ce continent encourt : chocs extérieurs ; chocs intérieurs ; ou même ceux que nous impose la proximité avec nos voisins en ces temps de troubles épisodiques. Néanmoins, ce continent – de l'Est, au Sud, en passant par le Centre, le Nord et l'Ouest – progresse.

Ce continent compte un milliard d'habitants, ce qui signifie qu'il y a un demi-milliard de femmes en Afrique. L'enjeu pour nous est de libérer les forces vives de ces marchés intérieurs pour en faire un autre pôle de croissance. Voyez un peu les chiffres : aujourd'hui, l'Afrique est, et ce depuis une décennie, la deuxième économie après l'Asie en termes de croissance. C'est vrai, bien-sûr, elle part d'un très bas niveau, est tributaire des produits de base, n'a pas assez de moyens pour répondre à sa croissance démographique et est toujours fragile. Mais, il est impossible de libérer les forces vives de ce marché intérieur sans ouvrir le monde des finances, moteur de l'économie, à plus d'inclusion.

À la Banque africaine de développement, nous ne cessons de dire que ce dont l'Afrique a besoin aujourd'hui, c'est d'une croissance robuste, durable et partagée – ce que nous appelons les « trois S » [en anglais]- et non pas de phases de croissance périodiques qui sont souvent éphémères. Manifestement, la croissance ne peut être partagée alors que la moitié de notre continent n'y a pas accès. Je tiens à saluer ici le fait que cela est relativement reconnu à travers l'Afrique, comme en témoignent les réels efforts déployés dans de nombreux pays.

Pour nous, à la Banque, la première banque de l'Afrique, la promotion de l'égalité hommes-femmes est un élément fondamental de toutes nos activités. Notre Plan d'action pour le genre 2009-2011 est axé sur trois domaines prioritaires : le premier, c'est l'investissement dans l'autonomisation économique des femmes. Nous menons des actions délibérées et soutenues pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes en intégrant l'égalité hommes-femmes à l'ensemble de nos interventions en faveur du développement, et en veillant à ce que les résultats obtenus en matière de développement suite à nos investissements, profitent autant aux femmes qu'aux hommes et garantissent un accès équitable aux opportunités pour tous.

Pleinement conscients de la dépendance d'un grand nombre de nos femmes vis-à-vis de la microfinance, nous sommes en train de créer un Fonds fiduciaire pour le renforcement des capacités de la microfinance afin de fournir une structure pour des institutions africaines de microfinance efficaces, et de nous assurer qu'elles ciblent les femmes et leur accordent une attention toute particulière.

Nous avons lancé plusieurs grandes initiatives, notamment l'Initiative en faveur des femmes africaines chefs d'entreprise, pour renforcer les capacités.

Nous avons le plaisir de vous annoncer que la Banque et le gouvernement danois, en coordination avec plusieurs investisseurs bilatéraux et multilatéraux, sont en train de lancer une Initiative dénommée Fonds de garantie africain pour les PME, qui visera les jeunes, dont la moitié sera des jeunes femmes d'affaires.

Au cours des deux prochains jours, vous allez nous permettre de mettre le doigt sur les principaux goulets d'étranglement qui freinent l'accès des femmes aux postes de direction financière et aux finances, et faire des recommandations pour l'avenir. Et la meilleure façon d'y parvenir c'est de commencer par s'assurer que les femmes elles-mêmes occupent des postes de dirigeantes dans tout l'éventail du secteur financier, et surtout, dans des institutions comme la BAD.

Les femmes qui occupent des postes de responsabilité jouent un rôle important à tous les échelons des postes de direction à la Banque africaine de développement. Malgré cela, je suis le premier à reconnaître que la Banque doit, et ce serait un atout pour elle, placer davantage de femmes aux plus hauts niveaux de la hiérarchie de la Banque.

Nous avons le plaisir de vous annoncer que le Programme des jeunes professionnels – l'avenir de notre institution – a atteint un niveau légèrement supérieur à la parité avec 59 % de femmes.

Ce sommet permet de coordonner notre dialogue ; notre combat pour remodeler l'architecture financière afin de mieux servir tous les africains. Je tiens à déclarer sans équivoque ici que nous, la BAD, par notre influence, notre plaidoyer, notre capacité à rassembler, nos relations privilégiées avec les institutions financières de toutes les sous-régions du continent, nous élaborons des approches innovantes pour investir dans les femmes différemment.

S'il est vrai que nous savons tous dans quelle direction aller, il nous faut à présent élaborer un plan d'action, définir des indicateurs et la direction, et veiller à traduire ces nobles objectifs, que nous aspirons tous à atteindre, en des résultats mesurables et limités dans le temps.

Pour finir, permettez-moi de dire ceci : pour pouvoir prospérer, les femmes d'affaires du continent doivent avoir accès aux financements ; seulement, à l'instar des hommes, elles ont aussi besoin d'infrastructures fonctionnelles, d'énergie fiable, de travailleurs qualifiés et de marchés plus larges et diversifiés. Raison pour laquelle à la BAD, les domaines de l'infrastructure (énergie, eau, électricité et technologie de l'information) absorbent jusqu'à 60 % de nos engagements ; et c'est pour la même raison que nous sommes le premier prêteur du continent en ce qui concerne l'intégration économique.

Et, bien évidemment, nous avons besoin – les hommes comme les femmes – d'un continent stable, qui inspire confiance aux milieux d'affaires, pour que les populations de ce continent se libèrent de la mentalité de la main tendue pour épouser l'esprit d'entreprise et d'investissement. Cela ne sera pas possible aussi longtemps que perdurera l'instabilité épisodique qui a provoqué tant de désolation et de désordre, entraînant des souffrances sans nom pour les femmes et les enfants dans un pays comme le mien, où ces personnes paient souvent un trop lourd tribut.

La création et la consolidation d'institutions économiques équitables et justes vis-à-vis de tous est, je le répète, crucial pour les activités que nous menons à la Banque dans le cadre de la gouvernance.

Ce Sommet s'inscrit dans ce processus qui doit se renforcer et auquel, soyez-en assurés, le Conseil, la Direction et le personnel de la Banque, vos partenaires, adhèrent pleinement : sachez pouvoir compter sur leur soutien sans faille.

Je vous remercie de votre attention et j'attends avec impatience le fruit de vos délibérations.